

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SEPE DE TIGNY-NOYELLE

330 rue du Port Salut
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\00_EOLIENNES\Tigny-Noyelle_(Sepe)_Tigny-Noyelle_070.05642\2_INSPECTIONS\2023_02_07_Incident\Tigny-Noyelle (Sepe de)_Tigny-Noyelle_RAPVI_0007005642.odt
Code AIOT : 0007005642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement SEPE DE TIGNY-NOYELLE implanté LIEU DIT LE BOIS DE LA SERVELLE 62180 Tigny-Noyelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée suite à un incendie dans une armoire électrique de l'éolienne n° 784697. Cet incendie a causé des dégâts matériel (armoire électrique) et a pu être maîtrisé par l'équipe de maintenance présente sur place à l'aide d'un extincteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE DE TIGNY-NOYELLE
- LIEU DIT LE BOIS DE LA SERVELLE 62180 Tigny-Noyelle
- Code AIOT : 0007005642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien exploité par la société SEPE de Tigny-Noyelle est composé de 5 éoliennes qui fonctionnent au bénéfice des droits acquis (donner acte du 12/10/12).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations électriques, rapport d'incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
2	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
4	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 7 février 2023, il n'a pas été relevé de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'incident n'est pas tracé dans le registre disponible en pied d'éolienne. Par courriel du 7/3/23, l'exploitant a transmis une photo du registre attestant de la traçabilité de cet incident, il s'est engagé à y joindre le rapport d'incident transmis à l'inspection par courriel du 6/3/23.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : L'exploitant a pu présenter le rapport de la société Consuel du 02/06/16 attestant de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Ce rapport ne fait pas état de non-conformités en ce qui concerne : la constitution des prises de terre, la liaison équipotentielle, la résistance de la prise de terre des masses. Le dernier contrôle visuel a été réalisé par la société Enercon. Le rapport de contrôle du 28/07/22 ne fait pas état de défauts en ce qui concerne : le système de mise à la terre des réseaux électrique en pied du mât, la salle des machines, la tête du rotor. Le contrôle avec mesure de la continuité électrique a été réalisé par la société Socotec, le rapport du contrôle réalisé le 20/09/22 ne fait pas état de non-conformités en ce qui concerne : les prises de terre (constitution, résistance), les conducteurs de terre, les liaisons équipotentielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a pu présenter le registre de maintenance. Les différentes maintenances y sont tracées. Par contre les rapports de contrôle (et de maintenance) sont transmis électroniquement et archivés sur les serveurs. Par courriel du 14/02/23, l'exploitant a pu transmettre le rapport périodique annuel du 20/09/22 réalisé par la société Socotec. Le rapport ne présente pas de non-conformités, ni d'observations. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité d'annexer les rapports de contrôle au registre de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Autre, Rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incendie qui s'est produit le 31/01/23 sur l'éolienne n° 784697 doit faire l'objet d'un rapport. Il n'a pas pu nous être remis le jour de l'inspection. Par courriel du 14/02/23, l'exploitant nous informait que la recherche des causes de l'incident étaient encore en cours. L'exploitant a transmis le rapport par courriel du 06/03/23. Un court-circuit d'un composant (IGBT ¹) dans l'armoire du convertisseur électrique n°3 est à l'origine du départ du feu. L'occurrence de ce type d'incident pour le matériel mis en oeuvre est estimée à 0,05 % par ENERCON. Les dégâts ont été uniquement matériels et limités à l'armoire électrique n°3 compte tenu de l'intervention rapide de l'équipe d'ENERCON qui était présente sur place. Selon ENERCON le système de télécommunication/contrôle commande ENERCON SCADA organisé autour de capteurs de température et surintensité reste le moyen le plus efficace d'agir sur ce type d'incident. Il agit directement sur l'arrêt automatique des machines tout en transmettant une alerte permettant l'envoi rapide d'équipes de secours (SDIS et ENERCON) sur place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

1 IGBT = insulated-gate bipolar transistor. Le transistor bipolaire à grille isolée est un dispositif semi-conducteur de la famille des transistors qui est utilisé comme interrupteur électronique, principalement dans les montages de l'électronique de puissance.